



Contribution citoyenne

Synthèse courte des ateliers participatifs

Entre le 28 novembre et le 16 décembre 2014, 16 ateliers ou temps participatifs ont été organisés dans les 8 arrondissements parisiens comprenant des quartiers prioritaires concernés par le futur contrat de ville : X^e, XI^e, XIII^e, XIV^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e. Ces ateliers ont donné la parole aux habitants et aux acteurs, notamment associatifs du quartier pour élaborer une contribution citoyenne au contrat de ville parisien 2015-2020.

Ces ateliers ont permis à plus de 700 habitants ou acteurs associatifs de s'exprimer sur leur quartier aujourd'hui et demain.

Ces séances interactives, de 3 à 4 heures, alternaient expression en petits groupes et mise en commun pour former un regard collectif sur le quartier aujourd'hui, les solutions à renforcer ou inventer pour répondre aux besoins des habitants. L'objectif était d'identifier avec les habitants et forces vives des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville les besoins d'actions et les manières d'agir souhaitables. L'enjeu était double. Il s'agissait d'une part de contribuer à l'échelle de tous les quartiers à la réflexion en cours concernant le contrat de ville et d'amorcer la dynamique d'élaboration des plans d'action par territoire. A cette fin, les ateliers ont suivi un déroulé similaire en prenant en compte les spécificités des quartiers. Après un temps de diagnostic du quartier, leur proposant de relever les lieux qu'ils apprécient et n'apprécient pas et pour quelles raisons, les participants ont traduit ces premières remarques en propositions, avant de détailler collectivement leurs envies d'engagement et de débattre des conditions et des modalités de la participation citoyenne dans ce cadre. Voici la synthèse, autour de 10 thèmes majeurs, de leurs préoccupations et des priorités d'action qu'ils souhaitent pour leur quartier.

Education et jeunesse

L'école est vue comme le pilier fondamental de la réussite et de l'intégration sociale des jeunes. Cela suppose de garantir la mixité sociale dans des écoles parfois délaissées par les classes moyennes, l'ouverture de l'école aux familles et sur le quartier (médiation familles-écoles si besoin, travail renforcé entre l'école et les partenaires de la réussite éducative), les moyens accordés aux enseignants et aux écoles, ou la promotion de pédagogies innovantes. L'éducation au sens large doit se penser également hors de l'école pour donner aux plus jeunes le goût d'apprendre (notamment par le soutien scolaire) et la possibilité de découvrir des loisirs ; et pour éviter le décrochage scolaire et le désœuvrement de certains adolescents et jeunes adultes qui n'accèdent ni à des formations ni à des emplois : projets associatifs autour des langues et de la culture, séjours hors du quartier, davantage de lieux fixes et d'espaces entre jeunes, de médiation nomades à la rencontre des jeunes, aide à l'orientation

scolaire et à la recherche de formations, d'emploi et de stages. Il s'agit selon les quartiers de renforcer les offres d'activités ou de structures de loisirs, ou bien de les faire connaître et de les diversifier, mais également de les concevoir avec les familles et les jeunes, avec une attention à avoir sur la place des filles dans ces espaces et projets. Le travail autour de la parentalité a également été souligné comme structurant des politiques d'éducation et à destination de la jeunesse.

Emploi et insertion professionnelle

Le taux de chômage important chez les jeunes et les jeunes seniors notamment, inquiète beaucoup. Il a été évoqué avec force qu'il indique un décalage entre la demande d'emploi et le marché du travail, renforcé dans les quartiers prioritaires où trop d'habitants se déplacent difficilement hors du quartier et n'ont pas de réseau à mobiliser dans la recherche d'emploi. Les « chercheurs » d'emploi (terme employé dans un atelier) se retrouvent donc isolés dans leur recherche et témoignent d'un accompagnement trop standardisé – quand il existe. Les relations avec Pôle emploi sont jugées difficiles et peu soutenantes, notamment à cause du manque de moyens humains. Des pistes sont évoquées : aider les chercheurs d'emploi à créer leurs propres emplois et à concrétiser leurs initiatives économiques (par exemple, par des locaux commerciaux à prix accessible), recourir plus fréquemment à des clauses d'insertion sociale dans les projets urbains, créer de nouveaux emplois locaux autour d'espaces urbains agricoles. Une attention particulière est à porter aux jeunes pour les aider à découvrir les emplois possibles, et aux femmes, trop souvent cantonnées à quelques secteurs d'emploi.

Logement

Le logement est un enjeu majeur pour les participants : tantôt trop cher et inaccessible, tantôt insalubre ou dégradé, se loger en ayant le choix du quartier et sans devoir partir vers la banlieue est perçu comme un parcours du combattant. Quant au logement social, qui peut encore être développé, les procédures d'attribution sont jugées longues et parfois opaques. Du coup, la mixité sociale est fragile, du fait du départ des populations qui ont le choix ou au contraire de l'arrivée de catégories sociales moins aisées.

Les conditions de logement sont aussi en question : taille insuffisante qui poussent les enfants à devoir aller dans la rue, intérieurs vétustes, isolation phonique ou thermique insuffisante, dégradations ou occupations illicite des parties communes qui créent des tensions, immeubles dégradés...

Des solutions sont proposées : permanence juridique, développement des amicales de locataires pour un dialogue plus ferme et collectif avec les bailleurs, livret d'arrivée pour les habitants, développement de parcours résidentiel dans le même parc, développement du logement participatif, colocation solidaire...

Précarité

Les participants sont unanimes : la précarité et l'exclusion sont de plus en plus importantes et visibles dans l'espace public : nombreux sans domicile fixes (dont des mineurs), mendicité, vente à la sauvette, prostitution. A cette précarité visible s'ajoute des difficultés sociales graves même si moins visibles pour des catégories de personnes souvent trop isolées (familles monoparentales, personnes âgées...).

Pourtant, les quartiers prioritaires jouissent d'une vie associative riche qui permet une multitude de lieux de rencontre et d'échanges, voire de solidarité active, des plus

institutionnels aux plus informels (centres sociaux et sociaux culturels, cuisines collectives, foyers de travailleurs, jardins partagés, amicales de locataires, régies de quartier, videgreniers, etc.). La diversité culturelle et sociale des quartiers, parfois décrits comme des « villages », est également une richesse. Mais pour combien de temps ? Les tensions entre les communautés, entre nouveaux résidents et plus anciens, le racisme, le repli sur soi progressent.

Plusieurs axes d'action sont proposés pour lutter conjointement contre la précarité économique et sociale et pour renforcer le vivre ensemble dans les quartiers : rapprocher habitants et services publics pour un meilleur accès aux droits en développant une écoute bienveillante des usagers, accompagner les personnes âgées pour bien vieillir dans le quartier, aider les familles monoparentales, intervenir en mêlant accompagnement, notamment via des lieux d'accueil en plus, et encadrement pour certaines catégories de personnes en situation de vulnérabilité et parfois d'illégalité.

Si les participants valorisent la capacité à agir des habitants et des associations pour la solidarité et le dialogue entre les communautés et les individus (participation à des maraudes collectes et distributions des invendus, des potagers collectifs, développement de moments de rencontres intergénérationnelles et interculturelles notamment festifs et artistiques pour mieux se comprendre et s'entraider, échanges de services gratuits), ils expriment de fortes attentes vis-à-vis de l'action publique.

Espaces publics

Ce sont les espaces publics qui font l'âme du quartier, lorsqu'ils sont appropriés par les habitants et sont propices aux rencontres. Les habitants ont fait part des lieux qu'ils apprécient tout au long de l'année (places, parvis, quais, rues commerçantes, marchés aux puces, parcs et jardins, coulée verte) mais aussi des animations ponctuelles qui donnent vie au quartier (Nuit Blanche, nouvel an chinois, projections de plein air, rencontres sportives). Mais les espaces publics génèrent parfois de l'insécurité ou de la répulsion quand ils sont mal entretenus et délaissés, devenant le théâtre de dégradations et d'incivilités (déjections canines, détritus, graffiti) voire d'appropriation négatives. Ces lieux sont alors évités ou contournés, notamment par les femmes qui font part d'un regard très différent sur le quartier de jour et de nuit, avec une insécurité nocturne parfois forte. Face à ce sentiment d'abandon et d'insécurité, la police est jugée trop absente ou au contraire trop présente de manière injustifiée (les contrôles de police étant vus comme se focalisant fortement sur les jeunes gens d'origine étrangère). La politique globale de sécurité est questionnée : faut-il davantage de moyens policiers, de vidéo-surveillance, de réactivité ou d'accompagnement, ou agir sur l'ambiance des lieux (lumière, espace) ? Une des pistes d'amélioration évoquée est le réinvestissement des espaces publics par les citoyens, grâce à davantage d'activités, d'équipements (crèches, bibliothèques, ludothèques, centres sociaux, mais aussi locaux associatifs partagés, cafés sociaux) et d'entretien, au bénéfice des habitants mais également pour ouvrir le quartier sur la ville et y faire venir d'autres Parisiens. L'objectif est bien des quartiers plus vivants, plus propres (par l'action des services municipaux mais aussi des citoyens : campagnes de prévention, « journée de « propreté citoyenne », plus verts (davantage d'aires de jeux, d'espaces verts, de végétalisations).

Animations, offres culturelles, sportives et de santé

Les participants soulignent la qualité et la diversité d'un certain nombre d'équipements publics et services publics sociaux et médicaux dans les quartiers, ainsi que des équipements

culturels et sportifs. Il y a cependant des manques à combler dans certains quartiers car tous n'ont pas autant de ressources.

Ces lieux sont essentiels pour bien vivre dans quartier. Mais ils ne profitent pas à tous les habitants : parfois trop concentrés dans certaines rues, mal connus d'une partie de la population, ne répondant pas aux besoins de la population dans sa diversité, ou bien à des tarifs trop élevés. Il faut donc améliorer l'accessibilité aux loisirs et à l'offre culturelle. De nouveaux lieux rassembleurs restent à inventer... ou à faire connaître.

Développement économique

Les commerces sont inégalement répartis. Dans certains quartiers, l'offre est insuffisante. La mixité des commerces n'est pas toujours au rendez-vous, et certains commerces de bouche traditionnels disparaissent au profit des moyennes et grandes surfaces, ou de commerces communautaires. Pour les participants, le maintien et le développement d'une offre commerciale suffisamment variée et accessible (« pas uniquement des épiceries fines et des kebabs ») est essentielle à l'attractivité et à l'ambiance du quartier. D'où des propositions pour aider les commerçants à s'installer (valoriser l'artisanat, loyer à bas prix, soutien à l'économie sociale et solidaire).

L'accessibilité des quartiers et leur insertion dans la ville

Un quartier accessible et inséré dans la ville est avant tout un quartier bien desservi par les transports en commun (offre plurielle, fréquence élevée, lien avec le reste de l'Île de France), à la circulation fluide et apaisée pour les piétons – y compris ceux à mobilité réduite –, les cyclistes et les voitures, qui doivent pouvoir stationner aisément. Certains espaces des quartiers prioritaires, bien que desservis de manière correcte se sentent enclavés quand ils sont traversés par des infrastructures qui forment des frontières, comme le périphérique, et génèrent des nuisances (bruit, pollutions, circulation trop dense ou rapide).

Les transformations urbaines récentes des quartiers sont vécues souvent comme très positives, parce qu'elles changent visiblement le quartier, la manière dont les habitants le vivent et son image (même si parfois les clichés sur les quartiers sont tenaces). Aménagements de places et squares, grandes opérations de rénovation urbaine, de Zones d'Aménagement Concerté ou d'éco quartier bien sûr, mais aussi programmes de réhabilitation de logements, équipements publics ou associatifs redonnent vitalité aux quartiers tout en retissant le lien social. Encore faut-il que l'esthétique (qualité architecturale, choix des matériaux) et le caractère pratique (un espace public accessible à tous, avec du mobilier urbain) soit au rendez-vous, ce qui n'est hélas pas toujours le cas, y compris dans les quartiers rénovés. L'avis des habitants ne semble pas toujours sollicité ni écouté.

Favorables aux changements permanents de la ville, les participants témoignent également de leur attachement au patrimoine architecturale de leur quartier qui participe de l'identité collective (gares anciennes, églises, hôpitaux, immeubles d'habitat bon marché en brique, cités ouvrière, etc.)

Participation des habitants et démocratie locale

Les participants portent parfois un regard sévère sur le dialogue actuel entre les habitants, les institutions et les élus. Ils souhaiteraient plus d'information, d'écoute, de capacité à réellement modifier les projets. D'où parfois un certain désenchantement vis-à-vis des formes d'engagement, y compris des conseils de quartier. Comment redonner l'envie et aider les

habitants à faire le premier pas, alors même que certains vivent dans une précarité forte, et que la citoyenneté est toujours déniée à une partie de la population, qui n'a pas le droit de vote ? Les participants insistent sur des principes clé pour renouer la confiance dans la participation : avoir de l'information claire et transparente sur les projets suffisamment tôt, avoir des espaces d'échange et de co-construction, participer à la décision, être informé de comment la parole citoyenne a été prise en compte. Cela exige que les institutions se donnent les moyens de mobiliser les habitants dans leurs diversités (y compris en profitant des temps forts du quartier, par du tirage au sort) et proposent des formats d'échange vivants et variés, favorisant les discussions en petits groupes.

L'envie est forte de poursuivre l'expérience des ateliers participatifs en jouant un rôle clé dans les projets de territoire, pour participer activement à des transformations concrètes dans le quartier, notamment via la conduite de projets micro locaux, des bourses au projet, le budget participatif, les décisions d'attribution des subventions et locaux ainsi que des groupes de dialogue avec les élus, la police, les associations et les commerçants.